

Français bloqués à Gaza : silence radio au Quai d'Orsay

Pendant l'offensive massive d'Israël vendredi soir, un frère et une sœur tentent de joindre leur père bloqué à Gaza, en vain. Ils appellent la cellule de crise du ministère des affaires étrangères et découvrent qu'elle n'est plus opérationnelle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, alors que des ressortissants français sont pris sous les bombes. Mediapart publie les enregistrements de leur conversation avec les autorités.

Armel Baudet et Pascale Pascariello - 28 octobre 2023 à 19h06

Depuis trois semaines, Lina*, 31 ans, ne vit pas. Avec son frère, Shadi*, elle est « en apnée », comme elle l'explique à Mediapart. Son père, Adel*, 74 ans, est bloqué dans la bande de Gaza. Franco-Palestinien, ce pédiatre à la retraite est parti en septembre rejoindre une partie de sa famille pour les vacances. « Un de nos cousins devait se marier et mon père devait rester un mois. On ne sait pas quand il va rentrer. »

Le 13 octobre, il a pu fuir la ville de Gaza quelques heures avant que la maison de sa famille ne soit bombardée. Depuis, il est dans le Sud, près de Rafah.

Arrivé en 1983 en France pour poursuivre ses études de médecine, Adel a « déjà connu la guerre », nous explique sa fille. « Malgré la violence qu'il a pu vivre en tant que Palestinien, il a réussi à se construire et, de pays en pays, à travailler et poursuivre ses études pour devenir médecin. Aujourd'hui, le voilà replongé dans les pires heures que notre peuple puisse vivre. » Lina repense à l'histoire de sa famille, celle de sa mère et de sa cousine, « qui ont été obligées de quitter leur maison en 1948 et qui ne l'ont jamais retrouvée ».

Si Lina, ingénieure agronome, a temporairement suspendu son activité professionnelle, « anéantie par la situation et ne dormant pas la nuit pour suivre les informations et avoir des nouvelles » de son père, Shadi, entrepreneur, a quant à lui continué. Pour tenir, « il se raccroche à l'espoir que [s]on père va revenir ». Mais « difficile de trouver de l'aide auprès de l'État français, qui donne davantage de signes de soutien à Nétanyahou ».

« Il y a un décalage entre ce que nous vivons et la façon dont les médias présentent les Palestiniens, explique-t-il. Nous sommes présentés comme des terroristes et, finalement, peu importe le sort qui nous est réservé. Mais ce qui est effrayant, c'est la position du gouvernement français, qui tourne le dos aux Palestiniens. »

« Il n'y a pas de mot pour décrire ce qui est fait aux Palestiniens. On tue un peuple dans le silence le plus assassin. C'est un crime qui se passe sous les yeux des pays occidentaux, et ils s'en rendent complices », dénonce Lina.

Ce vendredi 27 octobre, Lina et Shadi ont accepté de venir à Mediapart afin que nous puissions téléphoner à leur père et, avec son accord, enregistrer leurs échanges et comprendre comment il survit dans la bande de Gaza.

Mais, vers 19 heures, impossible de le joindre. Lina et son frère apprennent que toutes les communications sont coupées. L'offensive massive annoncée par Israël depuis le 14 octobre vient de démarrer.

Désarmés, ils appellent la cellule de crise du ministère des affaires étrangères. Mais le monde s'écroule à nouveau : le ministère leur explique que ladite cellule a été « désarmée », en somme qu'elle n'est plus opérationnelle 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, alors même que deux millions de Palestiniens et Palestiniennes, parmi lesquelles des ressortissant·es français·es, sont massivement bombardé·es.

Interrogé par Mediapart sur les raisons pour lesquelles il a « désarmé » la cellule de crise, le ministère des affaires étrangères n'a pas répondu.

Au moment où nous publions ces enregistrements, Lina et son frère Shadi sont toujours sans nouvelles de leur père Adel.

Armel Baudet et Pascale Pascariello